

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET FINANCIERS

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

B.P 5408 Yaoundé
hopitalgeneraldeyaounde@gmail.com



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

GENERAL HOSPITAL OF YAOUNDE

GENERAL DIRECTORATE

DIRECTORATE OF ADMINISTRATIVE AND
FINANCIAL AFFAIRS

INTERNAL STRUCTURE FOR THE
ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLIC PROCUREMENT

P.O BOX: 5408 Yaoundé
hopitalgeneraldeyaounde@gmail.com

ADDITIF COLLECTIF II

No. **2931** / A/HGY/ CIPM/SIGAMP/DU **05 OCT 2026**

AUX APPELS D'OFFRES NATIONAUX OUVERTS N°12, 13, 15 ET 16/AONO/HGY/CIPM/26 EN
PROCEDURE D'URGENCE POUR :

- LA REFECTION DES CHAMBRES MORTUAIRES DE L'ANCIENNE MORGUE DE L'HOPITAL
GENERAL DE YAOUNDE
- LA RENOVATION DU PAVILLON HAUT STANDING
- LE REAMENAGEMENT ET LA RENOVATION DE LA PEDIATRIE
- LE REAMENAGEMENT D'UN ENTREPOT ET L'AMENAGEMENT D'UNE LAVERIE
AUTOMOBILE

Le Directeur Général de l'Hôpital Général de Yaoundé, Autorité contractante, invite les entreprises ayant déjà acquis le Dossier de Consultation susmentionné, à bien vouloir se présenter au Secrétariat du Directeur des Affaires Administratives et Financières de l'Hôpital Général de Yaoundé, afin de retirer les nouvelles clauses à considérer.

I. EN CE QUI CONCERNE LA COHERENCE ENTRE LES CRITERES ELIMINATOIRES ET DANS L'AAO ET DANS LE RPAO.

A. EN CE QUI CONCERNE LES PROJETS SUIVANTS :

- ❖ LA REFECTION DES CHAMBRES MORTUAIRES DE L'ANCIENNE MORGUE DE L'HOPITAL
GENERAL DE YAOUNDE
- ❖ LA RENOVATION DU PAVILLON HAUT STANDING DE L'HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE
- ❖ LE REAMENAGEMENT ET LA RENOVATION DE LA PEDIATRIE

1. Au niveau de l'AAO et du RPAO, bv considérer les mêmes critères éliminatoires et essentiels présentés comme suit :

1.1 Critères éliminatoires

LIRE :

1	Absence du cautionnement de soumission accompagnée du récépissé CDEC ; Dans le cas de la soumission en ligne, le récépissé et la copie de de la caution de soumission, délivrés par la CDEC, sont jointes dans l'offre du soumissionnaire, tandis que leurs originaux sont remis à la Commission de passation des marchés compétentes, lors de la séance d'ouverture des offres sous peine de rejet.
2	La non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;
3	Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;

4	Absence de la capacité financière (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins 18 000 000 (Dix-huit millions) FCFA ;
5	Absence de la charte d'intégrité datée et signée
6	Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales
7	Absence de l'attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée
8	Absence de la catégorisation de type : D et Plus dans le secteur du BTP
9	Absence d'une soumission timbrée, datée et signée (voir modèle joint)
10	Absence d'un Bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle joint avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres ; rempli de manière lisible ; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
11	Absence d'un Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises ;
12	Absence du sous – détail des prix unitaires quantifiés paraphé à toutes les pages (voir modèle joint).
13	L'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.
14	Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses ;
15	Absence de la copie de sauvegarde ;
16	Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne
17	Non-respect d'au moins 70% des critères essentiels
18	L'absence de la quittance d'achat du DAO

1.2 critères essentiels

1	La présentation de l'offre
2	La méthodologie d'exécution des travaux(Planning des travaux, Rapport de visite du site, propositions et suggestions sur le CCTP)
3	Le délai d'exécution des travaux inférieur ou égal à celui du Maître d'Ouvrage
4	Les Preuves d'acceptation des clauses du marché (CCTP et CCAP visés, paraphés et signés avec la mention « Lu et approuvé »)

B. EN CE QUI CONCERNE LE PROJET DE REAMENAGEMENT D'UN ENTREPOT ET L'AMENAGEMENT D'UNE LAVERIE AUTOMOBILE

2. Au niveau de l'AAO et du RPAO, bv considérer les mêmes critères éliminatoires essentiels présentés comme suit :

2.1 Critères éliminatoires

LIRE :

1	Absence du cautionnement de soumission accompagnée du récépissé CDEC ; Dans le cas de la soumission en ligne, le récépissé et la copie de de la caution de soumission, délivrés par la CDEC, sont jointes dans l'offre du soumissionnaire, tandis que leurs originaux sont remis à la Commission de passation des marchés compétentes, lors de la séance d'ouverture des offres sous peine de rejet.
2	La non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;
3	La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
4	la capacité financière (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins 25 500 000FCFA ;
5	Absence de la charte d'intégrité datée et signée

6	Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales
7	Absence de l'attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée
8	Absence de la catégorisation de type : D et plus dans le BTP
9	La soumission timbrée, datée et signée (voir modèle joint)
10	Bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle joint avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres ; rempli de manière lisible ; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
11	Le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises ;
12	Le sous – détail des prix unitaires quantifiés paraphé à toutes les pages (voir modèle joint).
13	L'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.
14	Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses ;
15	Absence de la copie de sauvegarde ;
16	Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne
17	Non-respect d'au moins 70% des critères essentiels
18	L'absence de la quittance d'achat du DAO

2. 2. CRITERES ESSENTIELS

1	La présentation de l'offre
2	La méthodologie d'exécution des travaux(Planning des travaux, Rapport de visite du site, propositions et suggestions sur le CCTP)
3	Le délai d'exécution des travaux inférieur ou égal à celui du Maître d'Ouvrage
4	Les Preuves d'acceptation des clauses du marché (CCTP et CCAP visés, paraphés et signés avec la mention « Lu et approuvé »)

3. Date d'ouverture des plis du DAO N°15

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu **le 07 Octobre 2026, à 14 heures, heure locale** par la CIPM compétente.

C. EN CE QUI CONCERNE LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) DES 04 PROJETS SUIVANTS :

- ❖ *LA REFECTION DES CHAMBRES MORTUAIRES DE L'ANCIENNE MORGUE DE L'HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE*
- ❖ *LA RENOVATION DU PAVILLON HAUT STANDING*
- ❖ *LE REAMENAGEMENT ET LA RENOVATION DE LA PEDIATRIE*
- ❖ *LE REAMENAGEMENT D'UN ENTREPOT ET L'AMENAGEMENT D'UNE LAVERIE AUTOMOBILE*

Dans ces différents projets, les clauses suivantes seront appliquées :

C.1. L'Organisme chargé de la régulation des marchés est le destinataire des copies des ordres de services émis au niveau du maître d'ouvrage.

C.2. En conformité avec l'article 47. 1.F du Code des marchés Publics le Ministère chargé des marchés publics reçoit une copie des décomptes provisoires et vise le décompte définitif pour les marchés des travaux ou la dernière facture pour les autres types de prestations.

II. LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DE LA PRESENTE CONSULTATION

A. BANQUES

1. Afriland First Bank (**FIRST BANK**) BP 11834 Yaoundé
2. BANGE Bank Cameroun (**BANGE CMR**) BP 34 692 Yaoundé
3. Banque Atlantique du Cameroun (**BACM**) BP 2933 Douala
4. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (**BC-PME**) BP : 12962 Yaoundé

5. Banque Gabonaise pour le Financement International (**BGFI/BANK**) BP 600 Douala
6. Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (**BICEC**) BP 1925 Douala
7. Citibank Cameroun (**CITIGROUP**) BP 4571 Douala
8. Commercial Bank-Cameroun (**CBC**) BP 4004 Douala
9. Crédit Communautaire d'Afrique - Bank (**CCA-BANK**) B.P. 30 388, Yaoundé
10. Ecobank Cameroon (**ECOBANK**) BP 582 Douala
11. National Financial Credit Bank (**NFC BANK**) BP 6578 Yaoundé
12. Société Commerciale de Banques au Cameroun (**SCB**) BP 300 Douala
13. Société Générale Cameroun (**SGC**) BP 4042 Douala
14. Standard Chartered Bank (**SCBC**) BP: 1784 Douala
15. Union Bank of Cameroon PLC (**UBC**) BP: 15569 Douala
16. Bank of Africa (**UBA**) BP: 2088 Douala

B. COMPAGNIES D'ASSURANCES :

1. Activa Assurances S.A. - B.P. 12970 Douala ;
2. Area Assurances S.A. BP : 1531, Douala ;
3. Atlantique Assurances S.A. BP : 2933, Douala ;
4. Beneficial General Insurance S.A BP: 2328, Douala;
5. Chanas Assurances S.A. - B.P. 109 Douala ;
6. CPA S.A. BP : 54, Douala ;
7. NSIA Assurances S.A BP: 2759, Douala;
8. Pro Assur S.A. BP: 5963 Douala;
9. ROYAL ONYX Insurance, BP 12 230 Douala ;
10. SAAR, BP 1011, Douala ;
11. SANLAM Assurances Cameroun, BP 12 125 Douala ;
12. Zenithe Insurance S.A. - B.P. 1540 Douala.

LE RESTE, SANS CHANGEMENT.

LE DIRECTEUR GENERAL



05 OCT 2026

P. Essomba Noel Emmanuel

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET FINANCIERS

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES
PUBLICS

B.P 5408 Yaoundé
hospitalgeneraldeyaounde@gmail.com



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

GENERAL HOSPITAL OF YAOUNDE

GENERAL DIRECTORATE

DIRECTORATE OF ADMINISTRATIVE AND
FINANCIAL AFFAIRS

INTERNAL STRUCTURE FOR THE
ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLIC
PROCUREMENT

P.O BOX: 5408 Yaoundé
hospitalgeneraldeyaounde@gmail.com

COLLECTIVE ADDITIVE I

No. **2931/2026** / A/HGY/ CIPM/SIGAMP/DU **05 OCT 2026**

OPEN NATIONAL CALLS FOR TENDERS NO 12, 13, 15 AND 16/AONO/HGY/CIPM/26 UNDER URGENT PROCEDURE FOR:

- THE REFURBISHMENT OF THE MORTUARY CHAMBERS OF THE FORMER MORGUE OF THE GENERAL HOSPITAL OF YAOUNDE
- THE RENOVATION OF THE HIGH STANDING PAVILION
- THE REDEVELOPMENT AND RENOVATION OF PEDIATRICS
- THE REDEVELOPMENT OF A WAREHOUSE AND THE DEVELOPMENT OF A LAUNDRY CAR

The Director General of the Yaoundé General Hospital, Contracting Authority, invites companies that have already acquired the aforementioned Consultation File, to kindly present themselves to the Secretariat of the Director of Administrative and Financial Affairs of the Yaoundé General Hospital, in order to withdraw the new clauses to be considered.

I. WITH REGARD TO CONSISTENCY BETWEEN THE ELIMINATING CRITERIA AND IN THE OAA AND IN THE PAOR.

A. WITH REGARD TO THE FOLLOWING PROJECTS:

- THE REFURBISHMENT OF THE MORTUARY CHAMBERS OF THE FORMER MORGUE OF THE GENERAL HOSPITAL OF YAOUNDE
- THE RENOVATION OF THE HIGH-STANDING PAVILION OF THE GENERAL HOSPITAL OF YAOUNDE
- THE REDEVELOPMENT AND RENOVATION OF PEDIATRICS

1. At the level of the AAO and the RPAO, bv consider the same essential and elimination criteria presented as follows:

1.1 Eliminary criteria

READ:

1 Absence of the bid bond accompanied by the CDEC receipt; In the case of the online bid, the receipt and the copy of the bid bond, issued by the CDEC, are attached to the bidder's bid, while their originals are submitted to the competent Procurement Commission, at the opening session of the bids under penalty of rejection.

2 Non-production beyond the 48-hour period after the opening of the folds of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent at the time of opening of the folds;

3 Absence of the declaration of honor stating that the tenderer has not abandoned a contract in the last three years, and that it is not on the list of defaulting companies established by MINMAP;

- 4 Absence of the financial capacity (available credit line) issued by a bank of first order approved by the Minister in charge of Finance of at least 18,000,000 (Eighteen million) FCFA;
- 5 Absence of the dated and signed Integrity Charter
- 6 Absence of the declaration of commitment to environmental clauses
- 7 Absence of a dated, sealed and signed site visit certificate
- 8 Absence of type categorization: D and Plus in the construction sector
- 9 Absence of a stamped, dated and signed submission (see attached template)
- 10 Absence of a unit price slip (BPU) following the model attached with indication of prices excluding VAT in figures and letters; filled in legibly; initialed on all pages and signed on the last page;
- 11 Absence of a Quantitative and Estimated Quote dated, signed and stamped, with indication of the amounts excluding VAT and All Taxes Included;
- 12 Absence of sub-detail of quantified unit prices initialed on all pages (see attached template).
- 13 The omission from the financial offer of a quantified unit price.
- 14 False declaration, falsified or inauthentic documents, fraudulent maneuvers;
- 15 Absence of backup copy;
- 16 Failure to comply with the file format of offers submitted online
- 17 Failure to meet at least 70% of the essential criteria
- 18 The absence of the DAO purchase receipt

1.2 essential criteria

- 1 The presentation of the offer
- 2 Methodology for the execution of the work (Work schedule, Site visit report, proposals and suggestions on the PTAC)
- 3 The period of execution of the works less than or equal to that of the contracting authority
- 4 Proof of acceptance of contract terms (CCTP and CCAP endorsed, initialed and signed with the words "Read and approved")

B. WITH RESPECT TO THE WAREHOUSE REDEVELOPMENT PROJECT AND THE LAUNDRY CAR PROJECT

2. At the level of the AAO and the RPAO, *bv* consider the same essential elimination criteria presented as follows:

2.1 Eliminary criteria

READ:

- 1 Absence of the bid bond accompanied by the CDEC receipt; In the case of the online bid, the receipt and the copy of the bid bond, issued by the CDEC, are attached to the bidder's bid, while their originals are submitted to the competent Procurement Commission, at the opening session of the bids under penalty of rejection.
- 2 Non-production beyond the 48-hour period after the opening of the folds of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent at the time of opening of the folds;
- 3 The sworn statement that the bidder has not abandoned a contract in the last three years, and that it is not on the list of defaulting companies established by MINMAP;
- 4 the financial capacity (available credit line) issued by a first-rate bank approved by the Minister in charge of Finance of at least 25,500,000 CFA francs;
- 5 Absence of the dated and signed Integrity Charter
- 6 Absence of the declaration of commitment to environmental clauses
- 7 Absence of a dated, sealed and signed site visit certificate
- 8 Absence of type categorization: D and more in the MGB
- 9 Stamped, dated and signed submission (see attached template)
- 10 Unit price slip (BPU) following the attached template with prices excluding VAT in figures and letters; filled in legibly; initialed on all pages and signed on the last page;
- 11 The Quantitative and Estimated Quote dated, signed and stamped, with indication of the amounts excluding VAT and All Taxes Included;
- 12 The sub-detail of the quantified unit prices initialed on all pages (see attached template).
- 13 The omission from the financial offer of a quantified unit price.
- 14 False declaration, falsified or inauthentic documents, fraudulent maneuvers;
- 15 Absence of backup copy;
- 16 Failure to comply with the file format of offers submitted online
- 17 Failure to meet at least 70% of the essential criteria

18 The absence of the DAO purchase receipt

2. 2. ESSENTIAL CRITERIA

- 1 The presentation of the offer
- 2 Methodology for the execution of the work (Work schedule, Site visit report, proposals and suggestions on the PTAC)
- 3 The period of execution of the works less than or equal to that of the contracting authority
- 4 Proof of acceptance of contract terms (CCTP and CCAP endorsed, initialed and signed with the words "Read and approved")

3. Date of opening of the folds of the DAO N°15

The opening of the folds is done in one time and will take place on October 07, 2026, at 2 pm, local time by the competent CIPM.

C. WITH REGARD TO THE SPECIAL ADMINISTRATIVE CLAUSES (SCCS) FOR THE FOLLOWING 04 PROJECTS:

- *THE REFURBISHMENT OF THE MORTUARY CHAMBERS OF THE FORMER MORGUE OF THE GENERAL HOSPITAL OF YAOUNDE*
- *THE RENOVATION OF THE HIGH STANDING PAVILION*
- *THE REDEVELOPMENT AND RENOVATION OF PEDIATRICS*
- *THE REDEVELOPMENT OF A WAREHOUSE AND THE DEVELOPMENT OF A LAUNDRY CAR*

In these different projects, the following clauses will be applied:

C.1. The body responsible for market regulation is the recipient of copies of service orders issued at the level of the contracting authority.

C.2. In accordance with Article 47.1.F of the Public Procurement Code, the Ministry responsible for public procurement receives a copy of the provisional statements and applies for the final statement for the works contracts or the final invoice for the other types of services.

II. LIST OF AUTHORIZED BANKS AND FINANCIAL INSTITUTIONS TO ISSUE BONDS IN CONNECTION WITH THIS CONSULTATION

A. BANKS

1. Afriland First Bank (FIRST BANK) BP 11834 Yaoundé
2. BANGE Bank Cameroon (BANGE CMR) BP 34,692 Yaoundé
3. Banque Atlantique du Cameroun (BACM) BP 2933 Douala
4. Cameroonian Bank for Small and Medium Enterprises (BC-PME) BP: 12962 Yaoundé
5. Gabonese Bank for International Financing (BGFI/BANK) BP 600 Douala
6. Cameroon International Bank for Savings and Credit (BICEC) BP 1925 Douala
7. Citibank Cameroon (CITIGROUP) BP 4571 Douala
8. Commercial Bank-Cameroon (CBC) BP 4004 Douala
9. Crédit Communautaire d'Afrique - Bank (CCA-BANK) P.O. Box 30,388, Yaoundé
10. Ecobank Cameroon (ECOBANK) BP 582 Douala
11. National Financial Credit Bank (NFC BANK) BP 6578
12. Cameroon Commercial Banking Corporation (SCB) BP 300 Douala
13. Societe Generale Cameroon (SGC) BP 4042 Douala
14. Standard Chartered Bank (SCBC) BP: 1784 Douala
15. Union Bank of Cameroon PLC (UBC) BP: 15569 Douala
16. Bank of Africa (UBA) BP: 2088 Douala

B. INSURANCE COMPANIES:

1. Activa Assurances S.A. - B.P. 12970 Douala;
2. Area Assurances S.A. BP: 1531, Douala;
3. Atlantique Assurances S.A. BP: 2933, Douala;
4. Beneficial General Insurance S.A BP: 2328, Douala;
5. Chanas Assurances S.A. - B.P. 109 Douala;
6. CPA S.A. BP: 54, Douala;

7. NSIA Assurances S.A BP: 2759, Douala;
8. Pro Assur S.A. BP: 5963 Douala;
9. ROYAL ONYX Insurance, BP 12 230 Douala;
- 10 SAAR, BP 1011, Douala;
11. SANLAM Assurances Cameroun, BP 12,125 Douala;
12. Zenithe Insurance S.A. - P.O. Box 1540 Douala.

THE REST, NO CHANGE.

THE GENERAL MANAGER,
Contracting Authority.

Yaoundé on

05 OCT 2026



P. Koumba Noel Emmanuel